

L'édito
**Mobilisons-nous pour le droit à l'égalité des genres
Et à la non-discrimination des sexualités**

Les élections européennes 2019 se dérouleront le **dimanche 26 mai** prochain. Elles permettront aux citoyennes et aux citoyens français.e.s de désigner, au suffrage universel direct, 79 des 705 député.e.s européen.ne.s qui les représenteront au Parlement Européen pendant 5 ans.

Cette année, ces élections interviennent dans un contexte tendu teinté d'une montée des populismes et des mouvements anti-choix qui militent pour la remise en cause des droits fondamentaux que nous défendons au Planning Familial : droit et accès à l'avortement, à la contraception et à l'éducation à la sexualité, et droit à l'égalité

entre les sexes et entre les sexualités.

En votant aux élections européennes, nous pouvons influencer les orientations et décisions de l'Union européenne.

C'est pourquoi **nous devons nous mobiliser et interpeller les candidats et les candidates à ces élections** pour que le projet européen soit un véritable projet fondé sur l'égalité et le respect de toutes et tous, quels que soient leur genre, leur sexualité ou leur situation sociale ou économique.

Nous souhaitons pour cela que les futur.e.s élu.e.s pren-

nent des positions fermes et assumées en faveur des droits à la santé sexuelle et reproductive et de l'égalité de genre. L'accès à l'éducation sexuelle dès le plus jeune âge, à la contraception, à l'avortement et la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes doivent être au cœur de l'agenda politique européen car l'inaction, les tentations conservatrices et le repli sur soi ne seront jamais des options pour construire une société égalitaire.

Nous revendiquons des droits sexuels et reproductifs universels, indivisibles et imprescriptibles !

Le sommaire
Edito

Mobilisons-nous pour le droit à l'égalité des genres et à la non-discriminations des sexualités

Page 2

- ◆ Pour l'avortement, les femmes décident !
- ◆ Pour lutter contre les violences à travers une approche globale

Page 3

- ◆ Pour la reconnaissance de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
- ◆ Pour l'éducation à la sexualité au service de la santé et de l'égalité

Page 4

Pour une politique de santé digne et inconditionnelle en Europe

Pour l'avortement, les femmes décident !

Nous, Planning Familial, luttons depuis 60 ans pour que les femmes aient le droit de choisir d'avoir ou non des enfants et de vivre une sexualité épanouie. Ce droit acquis à force de batailles est la condition de l'émancipation des femmes et de leur implication dans la vie sociale, professionnelle et politique. Cependant, au sein de l'Union, ce droit est régulièrement remis en cause par des groupes politiques anti-choix mais également par certains gouvernements et forces conservatrices et religieuses. En solidarité avec l'ensemble des femmes et après les luttes exemplaires des femmes espagnoles en 2014, et polonaises en 2016 et la victoire des Irlandaises en 2018,

Nous exigeons :

- Que les droits des femmes, leur liberté à disposer de leur corps, le droit à l'avortement et à la santé sexuelle soient respectés dans tous les pays européens comme faisant partie intégrante des droits fondamentaux.
- Que l'Union européenne garantisse à toutes les femmes l'accès à des services d'avortement sûrs et légaux,
- Que le refus opposé par certain.e.s médecins à l'IVG n'entrave pas le droit des femmes à avorter. Que l'Union européenne diligente une étude exhaustive sur les parcours effectués par les femmes en Europe pour accéder à l'IVG ■

Pour lutter contre les violences à travers une approche globale

Selon la Commission européenne, une femme sur trois dans l'UE a été victime de violences physique et/ou sexuelle depuis l'âge de 15 ans, plus de la moitié a fait l'objet de harcèlement sexuel et une sur vingt a été violée.

Faire reculer les violences faites aux femmes doit être un engagement de l'Union européenne. Pour ce faire, elle doit se doter de mesures ambitieuses et concrètes pour réussir.

Nous exigeons :

- Que l'Union européenne mène une politique globale de lutte contre les violences faites aux femmes incluant prévention, protection, accompagnement et poursuites des auteurs de ces violences et impose aux États membres l'obligation de réagir efficacement à toutes les formes de violence.
- Que des moyens humains et financiers soient dégagés pour mettre en place des programmes pertinents pour mener ces politiques publiques.
- Que les États membres de l'Union européenne qui ne l'ont pas encore fait, ratifient la Convention d'Istanbul ■

Pour la reconnaissance de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre

Au quotidien, nous, Planning Familial, militons pour que la sexualité soit reconnue en tant que droit humain. Nous animons à cette fin des lieux d'expression pour toutes et tous, quelle que soit sa sexualité, ou son identité de genre.

Cependant, nous constatons que les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres ne sont toujours pas pleinement respectés au sein de l'Union européenne. Nous constatons même une recrudescence des actes d'intolérance ou de violences perpétrées à l'encontre des personnes LGBTQI.

Nous exigeons :

- Que l'Union européenne légifère pour que les États membres agissent contre les discriminations. Pour ce faire, nous demandons à ce qu'elle impose l'interdiction des discriminations sexuelles et basées sur le genre
- Qu'un recensement de tels actes soit effectué afin de mieux les combattre avec la mise en place de politiques publiques adaptées.
- Que dans tous les États membres, ces actes discriminatoires soient pénalisés. ■

Pour l'éducation à la sexualité au service de la santé et de l'égalité

Au Planning familial, nous défendons le droit à l'éducation à la sexualité comme moyen de vivre une sexualité épanouie et responsable, en pleine connaissance de cause, dans le respect des sexes, de la diversité des modes de vie et en toute autonomie. Cette notion est au cœur des droits sexuels et de l'égalité des genres. Enjeu de santé publique, elle permet de réduire les risques d'IST et de transmission du VIH et participe à l'émancipation de toutes et tous, à l'égalité entre les sexes et à la lutte contre les violences et les discriminations liées au sexe ou à l'orientation sexuelle.

A l'instar de l'OMS qui fait de l'éducation sexuelle « une approche globale, fondée sur la compréhension de la sexualité en tant que potentiel humain » et de l'IPPF (International Planned Parenthood Federation) dans sa Déclaration des Droits Sexuels*

Nous exigeons :

- Que l'éducation à la sexualité soit un enjeu fort de l'Union européenne
- Que cette notion soit inscrite dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE, comme le droit à l'égalité, à la non-discrimination, à la protection de la santé et à la liberté d'information.
- Qu'elle soit imposée dans les programmes scolaires pour ne plus faire l'objet de désinformation et de rumeurs malhonnêtes ■

* https://www.ippf.org/sites/default/files/ippf_sexual_rights_declaration_french.pdf, affirme que "les droits sexuels sont des droits humains liés à la sexualité"

Pour une politique de santé digne et inconditionnelle en Europe

Nous le Planning familial, nous mobilisons aux côtés de toutes celles et ceux épris de liberté et d'égalité pour faire respecter les droits des personnes exilées, réfugiées ou demandeuses d'asile, conformément à l'article 1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Or, fin 2018, dans son nouveau rapport sur la santé en Europe, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) alertait sur les difficultés rencontrées par les migrant.e.s pour accéder aux services de soins en Europe**. Les femmes sont les premières victimes de violences sexuelles, de persécutions liées au genre dans des situations de précarité, de guerre et de conflits politiques. La crise de l'accueil des personnes migrantes, en lien avec la nouvelle politique migratoire en France et en Europe, l'application du règlement de Dublin, fragilisent davantage encore ces publics déjà très vulnérables.

Nous exigeons :

- Que l'Union européenne renforce la protection des personnes, et leur accès aux droits fondamentaux, notamment en matière de santé sexuelle.
- Que les Etats Membres respectent la déclaration universelle des droits humains et reviennent à des valeurs de solidarité et d'accueil « inconditionnel ».
- Que de nouvelles politiques et de nouvelles procédures d'intégration pour accéder au statut de réfugié soient mises en place pour protéger les femmes, les mineur.e.s et les personnes LGBTQI, respecter leur droits fondamentaux et la dignité des personnes exilées.
- Que toutes les persécutions liées au genre soient pleinement examinées comme motif pour l'obtention d'une protection internationale au regard de la convention de Genève, au même titre que les opinions politiques, la religion, son appartenance à un certain groupe social etc. ■

■

Participer aux élections européennes 2019, c'est garantir une mobilisation sociale forte où femmes et hommes peuvent revendiquer davantage de droits sociaux, d'égalité, et de libre choix de leur sexualité. Nous, militantes féministes, membres du Planning Familial, devons faire entendre nos voix lors de ces élections européennes pour défendre l'égalité sexuelle et l'égalité de genre et pour lutter contre les discriminations.

Nous militerons tant qu'il le faudra pour des droits universels, indivisibles et imprescriptibles tels que définis par l'OMS car ils font partie intégrante des droits humains fondamentaux et conditionnent l'égalité entre les sexes et les sexualités.

■